

# Le Syvicol passe à l'action en grande pompe

Le Syndicat des villes et communes s'offre un plan d'action en guise de cadeau pour son anniversaire fêté vendredi en présence du Grand-Duc. Le Syvicol a des ambitions et aura besoin de moyens pour les réaliser.

De notre journaliste  
Geneviève Montaigne

Pour mieux clarifier sa mutation et la faire retentir jusqu'aux confins du pays, c'est au Conservatoire de la ville de Luxembourg que le Syvicol a voulu fêter un double anniversaire et présenter par la même occasion un plan d'action destiné à le redynamiser. Le Grand-Duc Henri était l'invité de marque de l'événement qui célèbre les 70 ans de la première coopération institutionnalisée entre communes avec la création de la Section luxembourgeoise du Conseil des communes d'Europe et les 35 ans du Syvicol, qui a succédé à l'Association des villes et communes luxembourgeoises.

Avant de passer au programme des festivités, le président Émile Eicher et son équipe ont présenté le plan d'action établi à la suite d'une vaste consultation des élus locaux. Sondage pointu, groupes de travail, ateliers: tout a été remué pour évaluer la notoriété du syndicat, la pertinence de ses missions et les attentes de ses membres.

Parce que le rôle des communes et leurs tâches ont énormément évolué, le Syvicol devait impérativement se mettre à la page et répondre aux nouveaux besoins. Si 35% seulement de l'ensemble des élus locaux ont répondu aux questions, toutes les communes sont représentées dans ce sondage réalisé au cours de l'été 2020 et qui a guidé la rédaction du plan d'action.



L'événement qui célébrait un double anniversaire pour le Syvicol a été l'occasion de présenter le plan d'action destiné à redynamiser le syndicat.

Les communes ont émis le souhait d'échanger davantage et le Syvicol prévoit plusieurs formats pour le réaliser.

## Davantage d'échanges

Une des premières mesures que le syndicat mettra en œuvre à ce niveau est la mise en place d'une plateforme électronique présentant de bonnes pratiques communales.

C'est ensemble que les communes veulent affronter les défis futurs, être bien encadrées, bien formées et informées et surtout bien défendues. En tête des préoccupations des élus arrivent le logement, la mobilité et la simplification administrative, suivis de près par l'aménagement communal et l'environnement.

Les élus n'ont pas manqué d'apporter tout leur soutien à une vieille revendication du Syvicol, qui veut être consulté obligatoirement sur tout projet de loi ou de règlement concernant les communes. Trop souvent, le syndicat s'autosaisit.

Comme le dit si bien le président Émile Eicher, «il est évident que la réalisation de ces objectifs ouvrira une autre discussion, délicate, mais inévitable, sur les moyens à la disposition du Syvicol». Le plan d'action comporte des mesures déjà mises en place, mais il ne faut pas perdre la dynamique. Le Syvicol devra étoffer son personnel et cela entraînera de nouvelles dépenses.

Le Syvicol compte d'abord se donner plus de visibilité auprès des élus. Si les bourgmestres s'estiment suffisamment informés des activités du syndicat, ce n'est pas toujours le cas des conseillers, pour qui l'information passe moyennement bien. Des efforts seront donc déployés pour une meilleure communication et les élus s'attendent

à lire des textes courts et synthétiques dans un langage clair, facile à comprendre et en plusieurs langues.

Ils ont également exprimé un besoin en formation, outre la formation initiale. Le cadre réglementaire étant régulièrement modifié, le besoin en formation continue se fait ressentir surtout autour des

trois grands pactes (Pacte logement, Pacte climat, Pacte nature), souvent cités par les participants aux ateliers.

Le Syvicol compte créer un catalogue de formations de ce type et, à côté des cours traditionnels, il développera des tutoriels préenregistrés accessibles aux élus sur une plateforme digitale.

## Le covid fait deux nouvelles victimes

Avec près de 1 650 nouvelles infections enregistrées depuis lundi, le Luxembourg devrait se rapprocher d'ici dimanche des 2 000 cas positifs en sept jours. La semaine écoulée, 1 897 contaminations étaient annoncées, 31% de plus qu'une semaine plus tôt. Entre jeudi et vendredi, 335 personnes supplémentaires ont contracté le virus. Le taux de positivité est en légère baisse à 7,62% (7,75% la veille). Le taux de reproduction repart toutefois à la hausse (1,18 vendredi contre 1,11 jeudi).

Les infections actives se rapprochent du seuil des 4 000 cas (3 984 vendredi).

En deux jours, quatre décès liés au covid sont à déplorer. Aux deux cas

de jeudi sont venus s'ajouter deux cas supplémentaires vendredi. Le bilan global passe à 866 victimes.

La situation reste stable dans les hôpitaux. Ce sont toujours 53 malades du covid qui sont pris en charge, dont 43 en soins normaux (+1 par rapport à jeudi) et plus que 10 en soins intensifs (-1).

Rien de neuf sur le front de la vaccination. Quelque 400 personnes se sont fait vacciner une première fois. S'y ajoutent 761 deuxièmes et 3 934 troisièmes doses.

Jeudi soir, 428 134 personnes étaient pleinement vaccinées. On dénombre entretemps 445 230 personnes qui ont obtenu au moins une dose du vaccin, soit 7 639 de plus que début novembre.

## Variant «Nu»: quarantaine stricte pour les voyageurs

L'apparition du nouveau variant «Nu» (rebaptisé «Omicron»), classé «préoccupant» par l'OMS (lire en page 8), a des premières répercussions pour les voyageurs arrivant par avion au Luxembourg.

À partir de ce samedi, toute personne ayant séjourné dans les 14 jours précédant son arrivée en Afrique australe sera obligée de respecter une quarantaine stricte de 7 jours. En plus du test négatif à présenter à l'embarquement, les voyageurs doivent, une fois arrivés

au Luxembourg, effectuer «dans les plus brefs délais» un test PCR. Ils sont aussi obligés de s'inscrire auprès de la Santé (contact-covid@ms.etat.lu). Un second test PCR sera nécessaire (au plus tôt après 6 jours) pour lever la quarantaine. En cas de refus, la quarantaine est doublée à 14 jours. Les pays concernés par ces restrictions de voyage sont l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe.

## ÉDITORIAL

de notre rédacteur en chef

**Laurent Duraisin**

lduraisin@lequotidien.lu



## L'histoire se répète

Un violent coup d'accélérateur et une inquiétude qui monte. La Belgique a ressorti tout un attirail de restrictions pour tenter de juguler la hausse des contaminations liées au coronavirus. Fête privée en intérieur interdite (sauf à son domicile, et encore sous conditions), fermeture des boîtes de nuit, fermeture avancée des cafés et restaurants, télétravail obligatoire quatre jours par semaine... bref, c'est reparti pour un tour. Pour couronner le tout, nos voisins ont annoncé qu'un cas du nouveau variant sud-africain avait été détecté sur leur sol. Les fêtes de fin d'année vont être placées sous très haute surveillance! En Allemagne aussi, la situation est critique et des évacuations aériennes ont eu lieu pour désengorger des services de réanimation en Bavière. On parle de triage de malades dans les hôpitaux. En France, un tour de vis au niveau des restrictions a eu lieu aussi cette semaine.

Et chez nous? C'est la même chanson. Voici venu le temps des nouvelles restrictions. Au Grand-Duché, la vaccination de ceux qui n'ont pas encore une seule dose patine et

les gestes barrières ont parfois été un peu oubliés par tout le monde. Il va vite falloir les réintégrer à notre quotidien, car le vicieux coronavirus a apparemment encore quelques tours dans son sac.

Ce lundi, en fin d'après-midi, une conférence de presse réunira le Premier ministre, Xavier Bettel, et la ministre de la Santé, Paulette Lenert, pour de nouvelles restrictions. Quelles sont les nouvelles qui vont être annoncées? Le retour en force du télétravail et un possible renforcement du Covid Check, notamment. Dans les écoles, le ministère de l'Éducation nationale a déjà dévoilé, vendredi, les nouvelles règles qui vont entrer en vigueur. Oui, tout cela ressemble à de grandes manœuvres pour éviter une nouvelle hausse dramatique des contaminations dans le pays et, avec elle, une hausse des personnes hospitalisées. Jeudi, les soignants se sont mobilisés pour demander à la population de passer par la case vaccin et de se montrer prudente face à une maladie qui avance toujours et qui fait des victimes. Après un peu moins de deux ans de combat, nous voilà à nouveau face à face avec le virus. L'heure est au combat. Encore.